

No. 31651

**FRANCE
and
MONGOLIA**

**Agreement concerning the mutual promotion and protection
of investments. Signed at Ulaanbaatar on 8 November
1991**

Authentic texts: French and Mongolian.

Registered by France on 1 March 1995.

**FRANCE
et
MONGOLIE**

**Accord sur l'enconragement et la protection réciproques des
investissements. Signé à Oulan-Bator le 8 novembre 1991**

Textes authentiques : français et mongol.

Enregistré par la France le 1^{er} mars 1995.

ACCORD¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE MONGOLIE SUR L'ENCOURAGEMENT ET LA PROTECTION RÉCIPROQUES DES INVESTISSEMENTS

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République Populaire de Mongolie ci-après dénommés "les Parties contractantes",

Désireux de renforcer la coopération économique entre les deux Etats et de créer des conditions favorables pour les investissements français en Mongolie et mongols en France.

Persuadés que l'encouragement et la protection de ces investissements sont propres à stimuler les transferts de capitaux et de technologie entre les deux pays, dans l'intérêt de leur développement économique.

Sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE 1

Pour l'application du présent accord :

1. Le terme "investissement" désigne des avoirs tels que les biens, droits et intérêts de toutes natures et, plus particulièrement mais non exclusivement :

a) les biens meubles et immeubles, ainsi que tous autres droits réels tels que les hypothèques, privilèges, usufruits, cautionnements et droits analogues ;

b) les actions, primes d'émission et autres formes de participation, même minoritaires ou indirectes, aux sociétés constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes ;

c) les obligations, créances et droits à toutes prestations ayant valeur économique ;

d) les droits d'auteur, les droits de propriété industrielle (tels que brevets d'invention, licences, marques déposées, modèles et maquettes industrielles), les procédés techniques, les noms déposés et la clientèle ;

e) les concessions accordées par la loi ou en vertu d'un contrat, notamment les concessions relatives à la prospection, la culture, l'extraction ou l'exploitation de richesses naturelles, y compris celles qui se situent dans la zone maritime des Parties contractantes,

étant entendu que lesdits avoirs doivent être ou avoir été investis conformément à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle l'investissement est effectué, avant ou après l'entrée en vigueur du présent accord.

Toute modification de la forme d'investissement des avoirs n'affecte pas leur qualification d'investissement, à condition que cette modification ne soit pas contraire à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle l'investissement est réalisé.

2. Le terme de "nationaux" désigne les personnes physiques possédant la nationalité de l'une des Parties contractantes.

3. Le terme de "sociétés" désigne toute personne morale constituée sur le territoire de l'une des Parties contractantes, conformément à la législation de celle-ci et y possédant son siège social, ou contrôlée directement ou indirectement par des nationaux de l'une des Parties contractantes, ou par des personnes morales possédant leur siège social sur le territoire de l'une des Parties contractantes et constituées conformément à la législation de celle-ci.

¹ Entré en vigueur le 22 décembre 1993, soit un mois après la date de réception de la dernière des notifications (des 17 août et 22 novembre 1993) par lesquelles les Parties s'étaient informées de l'accomplissement des procédures internes requises, conformément à l'article 12.

4. Le terme de "revenus" désigne toutes les sommes produites par un investissement, tels que bénéfices, redevances ou intérêts, durant une période donnée.

Les revenus de l'investissement et, en cas de réinvestissement, les revenus de leur réinvestissement jouissent de la même protection que l'investissement.

5. Le présent accord s'applique au territoire de chacune des Parties contractantes ainsi qu'à la zone maritime de chacune des Parties contractantes, ci-après définie comme la zone économique et le plateau continental qui s'étendent au-delà de la limite des eaux territoriales de chacune des Parties contractantes et sur lesquels elles ont, en conformité avec le Droit international, des droits souverains et une juridiction aux fins de prospection, d'exploitation et de préservation des ressources naturelles.

ARTICLE 2

Chacune des Parties contractantes admet et encourage, dans le cadre de sa législation et des dispositions du présent accord, les investissements effectués par les nationaux et sociétés de l'autre Partie sur son territoire et dans sa zone maritime.

ARTICLE 3

Chacune des Parties contractantes s'engage à assurer, sur son territoire et dans sa zone maritime, un traitement juste et équitable, conformément aux principes du Droit international, aux investissements des nationaux et sociétés de l'autre Partie et à faire en sorte que l'exercice du droit ainsi reconnu ne soit entravé ni en droit, ni en fait.

Sont considérées comme des entraves de droit ou de fait au traitement juste et équitable, toute restriction à l'achat et au transport de matières premières et de matières auxiliaires, d'énergie et de combustibles, ainsi que de moyens de production et d'exploitation de tout genre, toute entrave à la vente et au transport des produits à l'intérieur du pays et à l'étranger, ainsi que toutes autres mesures ayant un effet analogue ;

Les Parties contractantes examineront avec bienveillance, dans le cadre de leur législation interne, les demandes d'entrée et d'autorisation de séjour, de travail, et de circulation introduites par des nationaux d'une Partie contractante, au titre d'un investissement réalisé sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante.

ARTICLE 4

Chaque Partie contractante applique, sur son territoire et dans sa zone maritime, aux nationaux ou sociétés de l'autre Partie, en ce qui concerne leurs investissements et activités liées à ces investissements, un traitement non moins favorable que celui accordé à ses nationaux ou sociétés, ou le traitement accordé aux nationaux ou sociétés de la Nation la plus favorisée, si celui-ci est plus avantageux. A ce titre, les nationaux autorisés à travailler sur le territoire et dans la zone maritime de l'une des Parties contractantes doivent pouvoir bénéficier des facilités matérielles appropriées pour l'exercice de leurs activités professionnelles.

Ce traitement ne s'étend toutefois pas aux privilèges qu'une Partie contractante accorde aux nationaux ou sociétés d'un Etat tiers, en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun ou toute autre forme d'organisation économique régionale.

ARTICLE 5

1. Les investissements effectués par des nationaux ou sociétés de l'une ou l'autre des Parties contractantes bénéficient, sur le territoire et dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, d'une protection et d'une sécurité pleines et entières.

2. Les Parties contractantes ne prennent pas de mesures d'expropriation ou de nationalisation ou toutes autres mesures dont l'effet est de déposséder, directement ou indirectement, les nationaux et sociétés de l'autre Partie des investissements leur appartenant, sur leur territoire et dans leur zone maritime, si ce n'est

pour cause d'utilité publique et à condition que ces mesures ne soient ni discriminatoires, ni contrares à un engagement particulier.

Les mesures de dépossession qui pourraient être prises doivent donner lieu au paiement d'une indemnité prompte et adéquate dont le montant, calculé sur la valeur réelle des investissements concernés, doit être évalué par rapport à une situation économique normale et antérieure à toute menace de dépossession.

Cette indemnité, son montant et ses modalités de versement sont fixés au plus tard à la date de la dépossession. Cette indemnité est effectivement réalisable, versée sans retard et librement transférable. Elle produit, jusqu'à la date de versement, des intérêts calculés au taux d'intérêt de marché approprié.

3. Les nationaux ou sociétés de l'une des Parties contractantes dont les investissements auront subi des pertes dues à la guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national ou révolte survenu sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement non moins favorable que celui accordé à ses propres nationaux ou sociétés ou à ceux de la Nation la plus favorisée.

ARTICLE 6

Chaque Partie contractante, sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle des investissements ont été effectués par des nationaux ou sociétés de l'autre Partie contractante, accorde à ces nationaux ou sociétés le libre transfert :

- a) des intérêts, dividendes, bénéfices et autres revenus courants ;
- b) des redevances découlant des droits incorporels désignés au paragraphe 1, lettres d) et e) de l'Article 1 ;
- c) des versements effectués pour le remboursement des emprunts régulièrement contractés ;
- d) du produit de la cession ou de la liquidation totale ou partielle de l'investissement, y compris les plus-values du capital investi ;
- e) des indemnités de dépossession ou de perte prévues à l'Article 5, paragraphes 2 et 3 ci-dessus.

Les nationaux de chacune des Parties contractantes qui ont été autorisés à travailler sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, au titre d'un investissement agréé, sont également autorisés à transférer dans leur pays d'origine une quotité appropriée de leur rémunération.

Les transferts visés aux paragraphes précédents sont effectués sans retard au taux de change normal officiellement applicable à la date du transfert

ARTICLE 7

Dans la mesure où la réglementation de l'une des Parties contractantes prévoit une garantie pour les investissements effectués à l'étranger, celle-ci peut être accordée, dans le cadre d'un examen cas par cas, à des investissements effectués par des nationaux ou sociétés de cette Partie sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie.

Les investissements des nationaux et sociétés de l'une des Parties contractantes sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie ne pourront obtenir la garantie visée à l'alinéa ci-dessus que s'ils ont, au préalable, obtenu l'agrément de cette dernière Partie

ARTICLE 8

Tout différend relatif aux investissements entre l'une des Parties contractantes et un national ou une société de l'autre Partie contractante est, autant que possible, réglé à l'amiable entre les deux parties concernées.

Si un tel différend n'a pas pu être réglé dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une ou l'autre des parties au différend, il est soumis à la demande de l'une ou l'autre de ces parties à l'arbitrage du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (C.I.R.D.I.), créé par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, signée à Washington le 18 mars 1965¹.

ARTICLE 9

Si l'une des Parties contractantes, en vertu d'une garantie donnée pour un investissement réalisé sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie, effectue des versements à l'un de ses nationaux ou à l'une de ses sociétés, elle est, de ce fait, subrogée dans les droits et actions de ce national ou de cette société.

Lesdits versements n'affectent pas les droits du bénéficiaire de la garantie à recourir au C.I.R.D.I. ou à poursuivre les actions introduites devant lui jusqu'à l'aboutissement de la procédure.

ARTICLE 10

Les investissements ayant fait l'objet d'un engagement particulier de l'une des Parties contractantes à l'égard des nationaux et sociétés de l'autre Partie contractante sont régis, sans préjudice des dispositions du présent accord, par les termes de cet engagement dans la mesure où celui-ci comporte des dispositions plus favorables que celles qui sont prévues par le présent accord.

ARTICLE 11

1. Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent accord doivent être réglés, si possible, par la voie diplomatique

2. Si dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une ou l'autre des Parties contractantes, le différend n'est pas réglé, il est soumis, à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante, à un Tribunal d'arbitrage.

3. Ledit Tribunal sera constitué pour chaque cas particulier de la manière suivante :

Chaque Partie contractante désigne un membre, et les deux membres désignent, d'un commun accord, un ressortissant d'un Etat tiers qui est nommé Président par les deux Parties contractantes. Tous les membres doivent être nommés dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle une des Parties contractantes a fait part à l'autre Partie contractante de son intention de soumettre le différend à arbitrage.

4. Si les délais fixés au paragraphe 3 ci-dessus n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante, en l'absence de tout autre accord, invite le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations-Unies à procéder aux désignations nécessaires. Si le Secrétaire Général est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Secrétaire Général adjoint le plus ancien et ne possédant pas la nationalité de l'une des Parties contractantes procède aux désignations nécessaires.

5. Le Tribunal d'arbitrage prend ses décisions à la majorité des voix. Ces décisions sont définitives et exécutoires de plein droit pour les Parties contractantes.

Le Tribunal fixe lui-même son règlement. Il interprète la sentence à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante. A moins que le Tribunal n'en dispose autrement, compte tenu de circonstances particulières, les frais de la procédure arbitrale, y compris les vacations des arbitres, sont répartis également entre les Parties.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 575, p. 159.

ARTICLE 12

Chacune des Parties notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures internes requises en ce qui la concerne, pour l'entrée en vigueur du présent accord, qui prendra effet un mois après le jour de la réception de la dernière notification.

L'accord est conclu pour une durée initiale de dix ans. Il restera en vigueur après ce terme, à moins que l'une des Parties ne le dénonce par la voie diplomatique avec préavis d'un an.

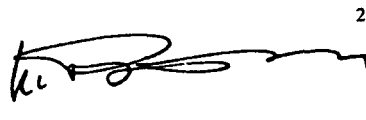
A l'expiration de la période de validité du présent accord, les investissements effectués pendant qu'il était en vigueur continueront de bénéficier de la protection de ses dispositions pendant une période supplémentaire de vingt ans.

Fait à . le 8 novembre 1991
en deux originaux, chacun en langue
française et en langue mongole.
les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République Française :



Pour le Gouvernement
de la République Populaire
de Mongolie :



¹ Alain Vivien.

² Tserenpilyn Gombosuren.

[MONGOLIAN TEXT — TEXTE MONGOL]

**ХӨРӨНГӨ ОРУУЛАЛТЫГ ХАРИЛЦАН ХӨХУУЛЭН ДЭМЖИХ,
ХАМГААЛАХ ТУХАЙ БУГД НАЙРАМДАХ ФРАНЦ УЛСЫН
ЗАСГИЙН ГАЗАР, БУГД НАЙРАМДАХ МОНГОЛ АРД УЛСЫН
ЗАСГИЙН ГАЗАР ХООРОНДЫН ХЭЛЭЛЦЭЭР**

Бүгд Найрамдах Франц Улсын Засгийн газар, Бүгд Найрамдах
Монгол Ард Улсын Засгийн газар /Хэлэлцэн тохирогч Талууд/

хоёр улсын хоорондын эдийн засгийн хамтын ажиллагааг бэх-
жүүлэх, Францаас Монголд, Монголоос Францад хөрөнгө оруулах таа-
тай нөхцөл бүрэлдүүлэхийг эрмэлзэн,

ийнхүү хөрөнгө оруулахыг хөхүүлэн дэмжих, хамгаалах нь хоёр
орны эдийн засгийн хөгжлийн тусын тулд тэдний хооронд хөрөнгө,
технологи шилжих үйл явцад түлхэц болно гэдэгт төгс итгэн,

доорх зүйлийг хэлэлцэн тохиров.

Нэгдүгээр зүйл

Энэхүү хэлэлцээрт:

I. "Хөрөнгө оруулалт" гэсэн нэр томъёонд шинж чанараас нь
хамааран бүх төрлийн үнэ өртөг бүхий бараа, эрх ашиг, сонирхал,
тухайлбал дөр дурдах зүйлийг хамруулах боловч тэдгээр нь үүгээр
үл хязгаарлагдана:

а/ хөдлөх ба үл хөдлөх хөрөнгө, тэрчлэн дэнчин, эрх
ларх, саатуулан барьцаалах эрх, бусдын өмчийг ашиглах эрх, барь-
цаа болон тэдгээртэй адилтгах аливаа бусад эрх;

б/ Хэлэлцэн тохирогч аль нэг Талын нутагт байгуулагдсан
компанийн хувьцаа, хувьцаа гаргаснаас болон компанийн өмчөөс
бүр баганыг буюу шууд бусаар эзэмшиж байгаагаас орох аливаа
ашиг;

в/ облигац, төлөх ёстой мөнгө болон бусад үнэт цаасны төлбөр;

г/ зохиогчийн эрх, үйлдвэрлэлийн өмчийн эрх /тухайлбал патент, лиценз, барааны тэмдэг, үйлдвэрлэлийн загвар, макет/ техникийн ажилбар, компаний нэр, компаний нэр хүнд;

д/ хууль тогтоомжийн дагуу болон контрактаас үүдэн гарах үйл ажиллагаа явуулах зөвшөөрөл /концесс/, тухайлбал хэлэлцэн тохирогч нөгөө Талын харьяа далай, тэнгисийн газрыг нь ч оролцуулан түүний бүх нутаг дэвсгэрт байгалийн баялгийг эрж хайх, ургуулах, олборлох, боловсруулах, ашиглах зөвшөөрөл.

Дурдсан хөрөнгө оруулалтад энэхүү Хэлэлцээр хүчин төгөлдөр болохоос өмнөх буюу хүчин төгөлдөр болсноос хойшхи хугацаанд Хэлэлцэн тохирогч Талын хууль тогтоомжийн дагуу түүний нутаг дэвсгэр болон харьяа далай, тэнгисийн газарт оруулсан буюу оруулж болсх хөрөнгө оруулалтыг хамруулж ойлгоно.

Хөрөнгө оруулалт хийсэн үнэ өртөг бүхий зүйлийн хэлбэр өөрчлөгдөх явдал нь тэлгээрийн хөрөнгө оруулалтын хувьд агуулж буй шинж чанарт нөлөөлөхгүй боловч нутагт нь болон харьяа далай, тэнгисийн газарт хөрөнгө оруулсан Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Талын хууль тогтоомжид харшлахгүй.

2. "Иргэн" гэсэн нэр томъёо нь Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Талын иргэн-хувь хүнийг хэлнэ.

3. "Компани" гэсэн нэр томъёо нь Хэлэлцэн тохирогч нэг Талын нутагт түүний хууль тогтоомжийн дагуу байгуулагдсан тэнд удирдах байгууллага нь байрладаг, эсхүл Хэлэлцэн тохирогч нэг Талын иргэд шууд болон шууд бусаар хянадаг, эсхүл түүний хууль тогтоомжийн дагуу байгуулагдсан хуулийн этгээдийн хяналтад байдаг хуулийн этгээдийг нэрлэнэ.

4. "Өгөөж" гэсэн нэр томъёо нь хөрөнгө оруулалтын үр дүнд тодорхой хугацаанд олсон ашиг, роялт, хүү зэрэг орлогыг нэрлэнэ. Хөрөнгө оруулалтын өгөөж, дахин хөрөнгө оруулалт хийх тохиолдолд түүнээс олох өгөөж нь үндсэн хөрөнгө оруулалтын адил хамгаалалтад байна.

5. Энэхүү Хэлэлцээр нь Хэлэлцэн тохирогч Талуудын нутаг дэвсгэр, түүнчлэн Хэлэлцэн тохирогч Талуудын харьяат далай, тэнгисийн газар буюу байгалийн баялгийг нь эрж хайх, боловсруулан ашиглах, хамгаалах эрхийг хэлэлцэн тохирогч Талд олон улсын хууль эрхийн дагуу хүлээн зөвшөөрсөн эдийн засгийн бүс, эх гаарын хормой болон нутгийн усанд хүчин төгөлдөр үйлчилнэ.

Хоёрдугаар зүйл

Хэлэлцэн тохирогч Тал бүр өөрийн нутагт болон харьяа далай, тэнгисийн газарт Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Талын иргэд, компаниас хөрөнгө оруулахыг үндэсний хууль тогтоомж, энэхүү Хэлэлцээрийн заалтуудын дагуу хөхүүлэн дэмжиж, хүлээн авна.

Гуравдугаар зүйл

Хэлэлцэн тохирогч аль ч Тал өөрийн нутагт болон харьяа далай, тэнгисийн газарт Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Талын иргэд болон компаниас оруулсан хөрөнгөд олон улсын хууль зүйн зарчмуудын дагуу шударга, эрх тэгш хандах бөгөөд ийнхүү хүлээн зөвшөөрсөн эрхээ эдлэх явцад нь хуулиар болон тодорхой ажиллагаагаар саад учруулахгүй гэлгээ батлан даана. Дээр дурдсан зүйлийг дараах байлцаар ойлгоно. Үүнд:

-Түүхий эд, туслах материал, эрчим хүч, шатахуун, үйлдвэрлэлийн бүх төрлийн хэрэгслийг худалдан авах, тээвэрлэх, түүнчлэн бүтээгдэхүүнээ дотоодын болон гадаадын зах зээл дээр борлуулах, тээвэрлэхэд хуулиар буюу үйл ажиллагаагаар ямарваа саад бэрхшээл учруулах, мөн үүнтэй адилтгах аливаа арга хэмжээг авахгүй байна.

-Талууд хэлэлцэн тохирогч нөгөө Талын иргэдээс хөрөнгө оруулж буй нутаг дэвсгэр, далай тэнгисийн газарт орж ирэх, эочлох, ажиллах, шилжин явах талаар гаргасан хуоэлтийг үндэснийхээ хууль тогтоомжийн хүрээнд нааштайгаар хүлээн авч шийдвэрлэж байна.

Дөрөвдүгээр зүйл

Хэлэлцэн тохирогч Тал бүр өөрийн нутагт болон харьяа далай тэнгисийн газарт нөгөө Талын иргэд, компанийн зүгээс хөрөнгө оруулалт, хөрөнгө оруулалттай холбогдсон үйл ажиллагаа явуула-

хад тэдэнд өөрийн иргэд болон компанид олгодог, эсхүл илүү тааламжтай бол үндэстний нэн тааламжтай нөхцөл олгосон орны иргэд, компанид олгодог нөхцөлөөс дутуугүй тааламжтай нөхцөл олгоно. Үүнтэй холбогдон Хэлэлцэн тохирогч нэг Талын нутаг болон түүний харьяа далай тэнгисийн газарт ажиллах зөвшөөрөл бүхий иргэд өөрсдийн мэргэжлийн үйл ажиллагаа явуулахдаа эд материалын хөнгөлөлт эдэлнэ.

Энэхүү хандлага нь Хэлэлцэн тохирогч нэг Талаас гуравдагч улсын иргэд, компанид чөлөөт худалдааны бүс, гаалийн холбоо, нийтийн зах зээл болон бүс нутгийн эдийн засгийн байгууллагын аливаа хэлбэрт оролцдог, эсхүл нэгдсэний улмаас олгодог хөнгөлөлтэд үл хамаарна.

Тавдугаар зүйл

1. Хэлэлцэн тохирогч нэг Талын иргэд, компаниас Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Талын нутаг, харьяа тэнгисийн газарт оруулсан хөрөнгө нь бүрэн бөгөөд бүх талын хамгаалалт болон аюулгүй байдалд байна.

2. Хэлэлцэн тохирогч аль ч Тал өөрийн нутаг, харьяа тэнгисийн газарт улсын эрх амгийг хангах зорилгоор, ялгаварлан гадуурхахгүй нөхцөлд, онцгой байдлаар үүрэг хүлээгээгүй үед Хэлэлцэн тохирогч нөгөө талын иргэд, компанийн оруулсан хөрөнгийг дайчлан гаргуулах, улсын өмч болгох хийгээд шууд болон шууд бусаар өмчийн эрхийг нь үгүйсгэх аливаа арга хэмжээ авахгүй.

Өмчийн эрхийг үгүйсгэх аливаа арга хэмжээ нь цаг тухайлаа зохих ёсоор нөхөн төлөгдөх бөгөөд нөхөн төлбөрийн хэмжээг гаргахдаа тухайн хөрөнгө оруулалтын бодит өртөгт үндэслэж, өмчийн эрхийг үгүйсгэх аюул тулгарахаас өмнө давамгайлж байсан эдийн засгийн өрдийн байдлын дагуу тодорхойлно.

Дурдсан нөхөн төлбөр, төлбөрийн хэмжээ болон нөхцөлийг өмчийн эрхийг үгүйсгэх өдрөөс өмнө тодорхойлно. Нөхөн төлбөр нь хэрэгжих бүрэн боломжтой байх бөгөөд мөнгийг хойшлуулалгүй даруй гуйвуулж гүйцэтгэнэ. Төлбөрийг хийх хүртэл түүний хүүг зах зээлийн тохирох ханшаар тооцож төлнө.

3. Хэлэлцэн тохирогч нэг Талын нутаг, харьяа тэнгисийн газарт болсон дайн болон аливаа бусад зэвсэгт мөргөлдөөн, хувьсгал, бослого гарах, үндэсний онц байдал тогтоосны улмаас Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Талын иргэд, компанийн хөрөнгө оруулалтад хохирол учирвал Хэлэлцэн тохирогч энэхүү Талаас өөрийн буюу үндэстний нэн тааламжтай нөхцөл олгосон улсын иргэд болон компанид олгох нөхцөлөөс дутуугүй таатай нөхцөлийг хохирол хүлээж буй нөгөө талын иргэд, компанид олгоно.

Зургадугаар зүйл

Хэлэлцэн тохирогч Тал бүр өөрийн нутаг, харьяа тэнгисийн газарт хөрөнгөө оруулсан Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Талын иргэд, компанийн дср дурдсан өгөөжийг чөлөөтэй гуйвуулах баталгаа өгнө:

а/ хүү, нсгдол ашиг, ашиг болон бусад цаг үеийн орлого;

б/ нэгдүгээр зүйлийн I дүгээр заалтын "г" болон "д"-д дурдсан өмчийн эрхээс үүсэх роялт;

в/ тогтмол хийгдэж байсан зээлийн төлбөр;

г/ хөрөнгө оруулалтаас үүсэх хөрөнгийн үнийн өсөлтийг оролцуулан хөрөнгө оруулалтыг хэсэгчлэн болон бүхэлд нь татан буулгасны өртөг;

д/ 5 дугаар зүйлийн 2, 3-т дурдсан өмчийг хураахтай холбогдож гарсан нөхөн төлбөр, хохирол.

Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Талын нутаг, харьяа тэнгисийн газарт зөвшөөрөгдсөн хөрөнгө оруулалттай холбогдон хөрөнгө оруулагч Талын тэнд ажиллах зөвшөөрөл бүхий иргэд цалин хөлснийхээ зохих хэсгийг эх орондоо гуйвуулах боломжтой байна.

Дээрх заалтуудад дурдсан гуйвуулгыг хугацаанд нь хийхдээ тухайн өдөр нь хэрэглэгдэж буй албан ёсны ханшийг баримтална.

Долдугаар зүйл

Хэлэлцэн тохирогч нэг Талын хуулийн зохицуулалтын дагуу гадаадад оруулах хөрөнгө оруулалтад баталгаа шаарддаг журамтай бол

тохиолдол тус бүрийг судалж үзсэний дараа энэхүү Талын иргэд, компаниас Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Талын нутаг, харьяа тэнгисийн газарт оруулсан хөрөнгөд баталгаа гарган өгч болно.

Гэхдээ дээр дурдсан баталгааг Хэлэлцэн тохирогч аль нэг Талын нутаг, харьяа далай, тэнгисийн газарт хөрөнгө оруулах иргэд, компани хэлэлцэн тохирогч нөгөө Талаас албан ёсны зөвшөөрөл урьдчилан олгосон нөхцөлд л гаргаж болно.

Наймдугаар зүйл

Хэлэлцэн тохирогч нэг Тал болон Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Талын иргэд компанийн хооронд гарсан хөрөнгө оруулалттай холбогдсон аливаа маргааныг оролцогч Талууд хоорондоо боломжийн хэрээр нөхөрсгөөр шийдвэрлэнэ.

Маргаанд оролцогч аль нэг Тал гомцол мэдүүлсэн өдрөөс хойш 6 сарын хугацаанд маргааныг шийдвэрлээгүй бол маргааныг оролцогч аль нэг Талын хүсэлтээр "Улс болон бусад улсын иргэдийн хоорондын хөрөнгө оруулалтын маргааныг шийдвэрлэх тухай" 1965 оны 3 дугаар сарын 18-нд нээгдсэн Вашингтоны Конвенцийн дагуу байгуулагдсан хөрөнгө оруулалтын маргааныг шийдвэрлэх олон улсын төвийн арбитрагийн шүүх /ХОТШОУАШ/-д мэдүүлнэ.

Есдүгээр зүйл

Хэлэлцэн тохирогч нэг Тал өөрийн иргэд, компанид Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Талын нутаг, харьяа тэнгисийн газарт оруулсан хөрөнгийнх нь хувьд өгсөн баталгааныхаа дагуу төлбөр хийж буй бол энэ тохиолдолд дурдсан иргэд, компанийн үйл ажиллагаа болон эрхтэй холбогдсон зүйлийн бүрэн эрх нь хэлэлцэн тохирогч нэгдүгээр Талд шилжинэ.

Ийнхүү Хэлэлцэн тохирогч нэг Талаас баталгааны төлбөрийг гүйцэтгэх нь баталгаа гаргасан этгээдээс маргаантай асуудлыг ХОТШОУАШ-д мэдүүлэх, шийдвэрлүүлэх эрхийг хөндөхгүй.

Аравдугаар зүйл

Хэлэлцэн тохирогч нэг Талын хүсэлтээр Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Талын иргэд, компанийн ашиг сонирхлыг хөндөхгүйгээр Талууд хөрөнгө оруулалтын асуудлаар шинээр тохиролцоонд хүрээд, тэр нь энэхүү Хэлэлцээрээс илүү таатай нөхцөл олгож байвал Хэлэлцээрийн нөхцөлийг хөндөхгүйгээр хөрөнгө оруулалтыг сүүлийн тохиролцооны нөхцөлөөр зохицуулж болно.

Арван нэгдүгээр зүйл

1. Энэхүү Хэлэлцээрийг тайлбарлах болон хэрэгжүүлэхтэй холбогдсон аливаа маргааныг боломжийн хэрээр дипломат пугамаар шийдвэрлэнэ.

2. Хэлэлцэн тохирогч аль нэг тал гомдол мэдүүлсэн өдрөөс хойш 6 сарын хугацаанд маргааныг шийдвэрлээгүй бол Хэлэлцэн тохирогч аль нэг Талын хүсэлтээр маргааныг Арбитрийн шүүхэд шилжүүлж болно.

3. Шүүхийг тухай бүр дараах байдлаар байгуулна.

Хэлэлцэн тохирогч Тал бүр нэг арбитрчийг томилох бөгөөд ийнхүү хоёр талаас томилогдсон арбитрчид харилцан тохиролцсон үндсэн дээр гуравдагч улсын иргэн гуравдагч арбитрчийг сонгоно. Хэлэлцэн тохирогч хоёр Тал гуравдагч арбитрчийг шүүхийн даргаар томилно. Маргааныг арбитрт оруулах бодолтой байгаа Хэлэлцэн тохирогч нэг Тал нь Хэлэлцэн тохирогч нөгөө Талдаа энэ талаар мэдэгдсэнээс хойш 2 сарын хугацаанд бүх арбитрчидыг сонгоно.

4. Арван нэгдүгээр зүйлийн 3 дугаар заалтад дурдсан хугацаанд арбитрийн шүүхийг байгуулж чадаагүй бөгөөд өөрөөр тохиролцоонд хүрээгүй бол Хэлэлцэн тохирогч аль нэг Тал шаардлагатай томилолт хийлгэхээр НҮБ-ын Ерөнхий нарийн бичгийн даргыг урина. Хэрэв Ерөнхий нарийн бичгийн дарга нь Хэлэлцэн тохирогч аль нэг Талын иргэн байх буюу бусад шалтгаанаар дээрх үүргийг гүйцэтгэж чадахгүй бол түүний дараах зиндааны бөгөөд Хэлэлцэн тохирогч аль нэг Улсын иргэн бус хүн шаардлагатай томилолтыг хийнэ.

5. Шүүх шийдвэрээ олонхийн саналаар гаргана. Энэхүү шийдвэр нь эцсийн болох бөгөөд Хэлэлцэн тохирогч Талууд түүнийг заавал биелүүлэх үүрэгтэй байна.

Шүүх дэгээ өөрөө тогтооно. Шүүх нь Хэлэлцэн тохирогч аль нэг Талын хүсэлтээр шийдвэрээ тайлбарлана. Онцгой тохиолдлын үүднээс Шүүх өөрөөр шийдээгүй бол, арбитрчдын шан харамж зэрэг шүүхийн зардлыг хоёр Засгийн газар тэнцүү хувааж төлнө.

Арван хоёрдугаар зүйл

Энэхүү Хэлэлцээр нь Хэлэлцэн тохирогч Тал бүр түүнийг хүчинтэй болгох талаар хууль зүйн бүхий л шаардлагыг биелүүлсэн тухайгаа харилцан мэдээлсэн өдрөөс хойш нэг сарын дараа хүчин төгөлдөр болно.

Энэхүү Хэлэлцээрийн хүчин төгөлдөр байх доод хугацаа нь 10 жил болно. Хэлэлцэн тохирогч нэг Тал түүнийг цуцлах тухайгаа дипломат шугамаар нэг жилийн өмнө бичгээр мэдэгдээгүй бол цаашид ч хүчин төгөлдөр хэвээр байна.

Энэхүү Хэлэлцээр хүчин төгөлдөр байх хугацаа дууссан тохиолдолд түүнийг хүчин төгөлдөр байх хугацаанд оруулсан хөрөнгө нь дараагийн 20 жилийн хугацаанд Хэлэлцээрийн заалтуудад дурдсан хамгаалалтад байна.

Хэлэлцээрийг 1991 оны II дүгээр сарын 8-ны өдөр Улаанбаатар хотноо Франц, Монгол хэлээр тус бүр хоёр эх хувь үйлдэж гарын үсэг зурсан бөгөөд эх хувиуд нь адил хүчинтэй байна.

Бүгд Найрамдах
Франц Улсын Засгийн
Газрыг Төлөөлж:



Бүгд Найрамдах
Монгол Ард Улсын Засгийн
Газрыг Төлөөлж:



[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH
REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE MONGOLIAN
PEOPLE'S REPUBLIC CONCERNING THE MUTUAL PROMO-
TION AND PROTECTION OF INVESTMENTS

The Government of the French Republic and the Government of the Mongolian People's Republic, hereinafter referred to as "the Contracting Parties",

Desiring to reinforce economic cooperation between the two States and to create favourable conditions for French investments in Mongolia and Mongolian investments in France,

Convinced that the promotion and protection of such investments are likely to stimulate transfers of capital and technology between the two countries in the interest of their economic development,

Have agreed on the following provisions:

Article 1

For the purpose of this Agreement:

1. The term "investment" shall apply to assets such as property, rights and interests of any category, and particularly but not exclusively, to:

(a) Movable and immovable property and all other real rights such as mortgages, preferences, usufructs, sureties and similar rights;

(b) Shares, issue premiums and other forms of participation, albeit minority or indirect, in companies constituted in the territory of either Contracting Party;

(c) Bonds, claims and rights to any benefit having an economic value;

(d) Copyrights, industrial property rights (such as patents for inventions, licences, registered trade marks, industrial models and designs), technical processes, registered trade names and goodwill;

(e) Concessions accorded by law or by virtue of a contract, including concessions for prospecting, cultivating, mining or developing natural resources, including those situated in the maritime zones of the Contracting Parties.

It being understood that the said assets shall be or shall have been invested in accordance with the legislation of the Contracting Party in whose territory or maritime zone the investment is made, before or after the entry into force of this Agreement.

Any change in the form in which assets are invested shall not affect their status as an investment, provided that the change is not contrary to the legislation of the Contracting Party in whose territory or maritime zone the investment is made.

¹ Came into force on 22 December 1993, i.e., one month after the date of receipt of the last of the notifications (of 17 August and 22 November 1993) by which the Parties had informed each other of the completion of the required internal procedures, in accordance with article 12.

2. The term “nationals” shall apply to individuals having the nationality of either Contracting Party.

3. The term “companies” shall apply to any body corporate constituted in the territory of either Contracting Party in accordance with its legislation and having its registered office there or controlled, directly or indirectly, by nationals of one Contracting Party or by bodies corporate having their registered office in the territory of one Contracting Party and constituted in accordance with that Party’s legislation.

4. The term “income” shall mean all the amounts yielded by an investment, such as profits, royalties or interest, during a given period.

Income from an investment and, in the event of reinvestment, income from its reinvestment shall enjoy the same protection as the investment itself.

5. This Agreement shall be applicable in the territory of each Contracting Party and to the maritime zone of each Contracting Party, hereinafter defined as the economic zone and continental shelf which extends beyond the limit of the territorial waters of each Contracting Party and over which they exercise, in accordance with international law, sovereign rights and jurisdiction for the purposes of prospecting, developing and preserving natural resources.

Article 2

Each Contracting Party shall permit and promote, in accordance with its legislation and with the provisions of this Agreement, investments made in its territory and maritime zone by nationals and companies of the other Party.

Article 3

Each Contracting Party shall undertake to accord in its territory and maritime zone just and equitable treatment, in accordance with the principles of international law, to the investments of nationals and companies of the other Party and to ensure that the exercise of the right so granted is not impeded either *de jure* or *de facto*.

The following shall be considered as *de jure* or *de facto* impediments to just and equitable treatment: any restrictions on the purchase or transportation of raw materials and secondary materials, energy and fuel, and of means of production and operation of all kinds, any impediment to the sale or transportation of goods within the country and abroad, and any other measures having a similar effect.

The Contracting Parties, within the framework of their domestic legislation, shall give favourable consideration to applications for entry, stay, work and travel made by nationals of one Contracting Party in connection with an investment made in the territory or in the maritime zone of the other Contracting Party.

Article 4

Each Contracting Party shall accord in its territory and maritime zone to nationals or companies of the other Party, in respect of their investments and activities in connection with such investments, treatment which is no less favourable than that accorded to its nationals or companies, or the treatment accorded to nationals or companies of the most favoured nation, if the latter is more advantageous. For this purpose, nationals who are authorized to work in the territory and maritime zone of either Contracting Party shall be entitled to enjoy the material facilities appropriate for the exercise of their professional activities.

Such treatment shall not, however, include privileges which may be extended by a Contracting Party to the nationals or companies of a third State by virtue of its participation in or association with a free-trade area, customs union, common market or any other form of regional economic organization.

Article 5

1. Investments made by nationals or companies of one Contracting Party shall be fully and completely protected and safeguarded in the territory and maritime zone of the other Contracting Party.

2. The Contracting Parties shall not take any expropriation or nationalization measures or any other measures which could cause nationals and companies of the other Party to be dispossessed, directly or indirectly, of the investments belonging to them in their territory and maritime zone, except for reasons of public necessity and on condition that such measures are not discriminatory or contrary to a specific undertaking.

Any dispossession measures taken shall give rise to the payment of prompt and adequate compensation the amount of which, calculated in accordance with the real value of the investments in question, shall be assessed on the basis of a normal economic situation prior to any threat of dispossession.

Such compensation, its amount and methods of payment shall be determined not later than the date of dispossession. The compensation shall be effectively realizable, paid without delay and freely transferable. It shall yield, up to the date of payment, interest calculated on the basis of the appropriate market interest rate.

3. Nationals or companies of either Contracting Party whose investments have suffered losses as a result of war or any other armed conflict, revolution, state of national emergency or uprising in the territory or maritime zone of the other Contracting Party shall be accorded by the latter Party treatment which is no less favourable than that accorded to its own nationals or companies or to those of the most favoured nation.

Article 6

A Contracting Party in whose territory or maritime zone investments have been made by nationals or companies of the other Contracting Party shall accord to the said nationals or companies freedom of transfer of:

- (a) Interest, dividends, profits and other current income;
- (b) Royalties deriving from the intangible property listed in article 1, subparagraphs 1 (d) and 1 (e);
- (c) Payments made towards the repayment of duly contracted loans;
- (d) Proceeds of the transfer or complete or partial liquidation of the investment, including appreciation in the invested capital;
- (e) The compensation for dispossession or loss provided for in article 5, paragraphs 2 and 3, above.

Nationals of each Contracting Party who have authorized to work in the territory or maritime zone of the other Contracting Party in connection with an approved investment shall also be authorized to transfer to their country of origin an appropriate proportion of their remuneration.

The transfers referred to in the preceding paragraphs shall be carried out without delay at the regular official rate of exchange applicable on the date of transfer.

Article 7

In so far as the regulations of one Contracting Party provide for guaranteeing external investments, a guarantee may be granted, on the basis of a case-by-case review, for investments made by nationals or companies of that Party in the territory or maritime zone of the other Party.

The guarantee referred to in the preceding paragraph shall not be available for investments by nationals and companies of one Contracting Party in the territory or maritime zone of the other Party unless the investments have been granted prior approval by the latter Party.

Article 8

Any dispute relating to investments between one Contracting Party and a national or company of the other Contracting Party shall, as far as possible, be settled amicably between the two parties concerned.

If any such dispute cannot be so settled within six months of the time when a claim is made by one of the parties to the dispute, the dispute shall, at the request of either party, be submitted for arbitration to the International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID), established by the Convention on the settlement of investment disputes between States and nationals of other States, signed at Washington on 18 March 1965.¹

Article 9

When one Contracting Party, by virtue of a guarantee issued in respect of an investment in the territory or maritime zone of the other Party, makes payments to one of its own nationals or companies, it shall thereby enter into the rights and shares of the said national or company.

Such payments shall be without prejudice to the rights of the beneficiary of the guarantee to have recourse to ISCID or to pursue actions brought before that body until the procedure has been completed.

Article 10

Investments which have been the subject of a specific undertaking by one Contracting Party vis-à-vis nationals and companies of the other Contracting Party shall be governed, without prejudice to the provisions of this Agreement, by the terms of that undertaking, in so far as its provisions are more favourable than those laid down by this Agreement.

Article 11

1. Disputes concerning the interpretation or application of this Agreement shall, as far as possible, be settled through the diplomatic channel.

2. If a dispute cannot be settled within six months of the time when a claim is made by one of the Contracting Parties, it shall be submitted, at the request of either Contracting Party, to an arbitral tribunal.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 575, p. 159.

3. The said tribunal, shall, in each separate case, be constituted as follows:

Each Contracting Party shall designate one member, and the two said members shall, by agreement, designate a national of a third State, who shall be appointed Chairman by the two Contracting Parties. All the members shall be appointed within two months of the date on which one Contracting Party notifies the other Contracting Party of its intention to submit the dispute to arbitration.

4. If the time limits established in paragraph 3 above are not observed, one Contracting Party shall, in the absence of any other agreement, invite the Secretary-General of the United Nations to make the necessary appointments. If the Secretary-General is a national of either Contracting Party or if, for any other reason, he is prevented from performing that function, the Assistant Secretary-General next in seniority shall, provided that he is not a national of either Contracting Party, make the necessary appointments.

5. The arbitral tribunal shall take its decisions by majority vote. Such decisions shall be final and binding on the Contracting Parties.

The tribunal shall adopt its own rules of procedure. It shall interpret its judgement at the request of either Contracting Party. Unless the tribunal decides otherwise, taking particular circumstances into consideration, costs of the arbitration, including leave for the arbitrators, shall be divided equally between the Parties.

Article 12

Each Party shall notify the other Party of the completion of the respective internal procedures required by it for the entry into force of this Agreement, which shall take place one month after the date of the receipt of the last such notification.

This Agreement is concluded for an initial period of 10 years. It shall remain in force thereafter unless one year's notice of denunciation is given through the diplomatic channel by either Party.

Upon the expiry of the validity of this Agreement, investments made while it was in force shall continue to be protected by its provisions for an additional period of 20 years.

DONE at Ulaanbaatar on 8 November 1991, in two original copies, each in French and Mongolian, both texts being equally authentic.

For the Government
of the French Republic:

ALAIN VIVIEN

For the Government
of the Mongolian
People's Republic:

TSERENPILYN GOMBOSUREN

